



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté n° 53DCBPEF-2025-050 du 8 avril 2025**

**autorisant la SAS Poultry Feed Company (PFC), dont le siège social est situé Parc d'activité Coëvrons Ouest à Vaiges (53480), à exploiter une usine de traitement de co-produits de volailles, à cette même adresse**

La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU la directive IED n° 2010/75/UE du parlement européen et du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

VU le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I et II du livre II et son titre I<sup>er</sup> du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée Gaspari, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel l'arrêté du 13 juillet 1998 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2003 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 traitement de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin versant Loire-Bretagne, approuvé par arrêté de la préfète coordinatrice de bassin Loire-Bretagne le 18 mars 2022 et publié le 3 avril 2022 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2014 portant approbation de la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Mayenne ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° DCPAT 2020-0176 du 10 juillet 2020 modifié, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant Sarthe-Aval ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0084 du 18 avril 2024 mettant en demeure la société Poultry Feed Company, exploitant une usine de traitement de co-produits de volailles, située Parc d'Activités Coëvrons Ouest à Vaiges, de régulariser sa situation administrative ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0085 du 18 avril 2024 fixant des mesures conservatoires à la suite de la mise en demeure édictée à l'encontre de la société Poultry Feed Company ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU la demande présentée le 6 juin 2024 par la SAS Poultry Feed Company (PFC), dont le siège social est situé Parc d'activité Coëvrons Ouest à Vaiges (53480), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de co-produits de volailles, située Parc d'activités Coëvrons Ouest à Vaiges (53480) ;

VU les pièces du dossier joint à la demande d'autorisation environnementale ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis délibéré n° PDL-2024-7954 du 23 septembre 2024 de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Pays-de-la-Loire ;

VU la décision n° E24000176/53 de M. le président du tribunal administratif de Nantes en date du 14 octobre 2024, désignant M. Alain Parra d'Andert, cadre bancaire en retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Mme Sylvie Filhuc, cadre bancaire en retraite, en qualité de commissaire enquêtrice suppléante ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0174 du 16 octobre 2024 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS Poultry Feed Company, du 12 novembre 2024 à 9h00 au 12 décembre 2024 à 19h00, sur le territoire de la commune de Vaiges (53480) ;

VU le mémoire en réponse de la SAS Poultry Feed Company à la suite de l'avis délibéré n° PDL-2024-7954 du 23 septembre 2024 de la MRAe des Pays-de-la-Loire, joint au dossier d'enquête publique ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable assorti de deux réserves, du commissaire enquêteur, remis le 7 janvier 2025 ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Blandouet-Saint-Jean, La Chapelle-Rainsouin, Saint-Léger-en-Charnie, Soulgé-sur-Ouette ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations en date du 10 mars 2025 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, dans sa séance du 20 mars 2025, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU le courrier en date du vendredi 28 mars 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R. 181-40 du code de l'environnement, l'invitant à faire part de ses éventuelles observations écrites dans un délai de quinze jours ;

VU le courrier du pétitionnaire du 7 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les réserves du commissaire enquêteur relatives à la mise en place d'un dispositif d'accompagnement et à la création d'un comité de réflexions font l'objet de prescriptions spécifiques, intégrées respectivement aux articles 5.1.4 et 8.2.2 du présent arrêté ;



CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32-1 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que par son courrier en date du 7 avril 2025 le pétitionnaire a indiqué ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SAS Poultry Feed Company (PFC), (SIRET 837 947 761 00024), dont le siège social est situé Parc d'activité Coëvrons Ouest 53480 Vaiges, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Vaiges, Parc d'activité Coëvrons Ouest (coordonnées Lambert 93 X= 438785 et Y=6778631), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

<b>Lieu-dit - Commune</b>	<b>Parcelle</b>	<b>Surface</b>
Parc d'activité Coëvrons Ouest 53480 Vaiges	YD 143	178 414 m <sup>2</sup>

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.



### Article 1.1.3 - Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les dispositions des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous sont applicables aux installations, dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

### Article 1.2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)	Grandeur caractéristique
3650	Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets d'animaux avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour	Traitement de sous-produits animaux de volailles (viscères, têtes, pattes – VTP, sang et plumes)	A	950 t/j
3642-1	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux 1. Uniquement de matières premières animales, avec une capacité de production supérieures à 75 t de produits finis par jour	Fabrication de Protéines Animales Transformées (PAT) et de graisses	A	291 t/j
2910-A-2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Deux chaudières Babcock Wanson fonctionnant au gaz	DC	19,447 MW
1510-2-C	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Un groupe d'Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD) composé de 3 IPD : • IPD1 : stockage emballages • IPD2 : stockage de produit fini en big-bags) • IPD3 : stockage de produit fini en silos et meunerie	DC	21 043 m <sup>3</sup>

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)	Grandeur caractéristique
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Une cuve aérienne de propane	DC	49,980 t
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Une cuve d'acide nitrique 3 800 L Un Intermediate Bulk Container (IBC) de 1 000 L	DC	6,432 t
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage de • désinfectant (HYPRED FORCE 7 ou équivalent) (fut 200 kg max) • Javel 12,5% (cuve 32 000L = 39,04 t)	DC	39,24 t

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)  
Grandeur caractéristique : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées, en référence à la nomenclature des installations classées.

### Article 1.2.2 - Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3650 relative à l'élimination ou au recyclage de carcasses ou de déchets d'animaux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF SA (abattoirs et les industries de transformation des sous-produits animaux et/ou des coproduits alimentaires).

L'établissement relève également de la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique secondaire sont celles associées au document BREF FDM (industries agroalimentaire et laitière).

### Article 1.2.3 - Classement IOTA

Les installations exploitées relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)	Grandeur caractéristique
2.1.4.0	Epandage et stockage en vue d'épandage d'effluent ou de boues, la quantité épandue représentant un volume annuel supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> ou un flux supérieur à 1 t/an d'azote total ou 500 kg/an de DBO5	Réserve d'eaux usées traitées stockée avant épandage sur des parcelles agricoles (« fertirrigation »)	D	129 250 m <sup>3</sup> /an flux d'azote 7,76 t/an

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)	Grandeur caractéristique
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent	Rejet dans la Vaige lors des périodes favorables	D	Flux maximum DCO : 9 800 kg/j DBO5 : 5 400 kg/j MES : 3 200 kg/j Ptotal : 100 kg/j
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Réserve d'eaux usées traitées stockée avant épandage sur des parcelles agricoles (« fertirrigation »)	D	Surface en eau : 29 836m <sup>2</sup>

(\*) A (autorisation), D (Déclaration)

#### Article 1.2.4 - Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment industriel composé :
  - d'un hall de réception comprenant des trémies et cuves de réception des matières premières,
  - d'un atelier cuisson,
  - d'un atelier meunerie,
  - de deux locaux de stockage des Protéines Animales Transformées (PAT), l'un pour les big-bags, l'autre pour les silos,
  - de silos de stockage de graisse en extérieurs,
  - de locaux techniques (stockage d'emballage, évaporateurs, chaufferie, lavage, supervision maintenance, transformateurs électriques) ;
- un bâtiment administratif (bureaux, sanitaires, locaux sociaux, laboratoire), relié à l'usine par un couloir ;
- une station d'épuration (STEP) biologique pour le traitement des eaux de process ;
- des installations de traitement de l'air pour l'usine, les silos à graisse et les bâtiments fermés de la STEP.

#### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans (**annexe 3**) et données techniques contenus dans les pièces du dossier déposé par l'exploitant.

#### **CHAPITRE 1.4 - CESSATIONS D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT**

Après l'arrêt définitif des installations, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

L'usage futur du site à prendre en compte en cas de cessation est le suivant : usage industriel.



Après la cessation d'activité,

- l'ensemble des produits restants (matières premières, produits finis, déchets) sera évacué pour destruction en centres autorisés ;
- l'ensemble des fluides (gaz, électricité, eau) sera mis en sécurité par coupure de réseau ;
- si nécessaire, les installations seront démolies, les différents matériaux seront acheminés vers les installations de tri et élimination de déchets adaptées et autorisées ;
- un diagnostic environnemental sera effectué, portant notamment sur la pollution potentielle des sols. En cas de suspicion de pollution, une analyse plus approfondie sera effectuée et, le cas échéant, l'exploitant procédera à la dépollution des sols contaminés par le moyen approprié, afin d'assurer la compatibilité entre l'usage futur prévu, et le niveau de contamination des sols en fonction des différents composants.

### **CHAPITRE 1.5 - IMPLANTATION**

L'installation est implantée à une distance minimale de :

- 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;
- 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

Le parc de stationnement des véhicules de transport des sous-produits d'origine animale est installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.

### **CHAPITRE 1.6 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

## **TITRE 2 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT, D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN**

---

### **CHAPITRE 2.1 - ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1 - Clôture du site**

Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :

(désignation de l'installation)

Installation de traitement de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits traités) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement

Autorisation préfectorale n° ... du (date)

raison sociale, adresse

**ACCÈS INTERDIT SANS AUTORISATION**

#### **Article 2.1.2 - Circulation sur le site**

L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit permettre le respect du principe sanitaire de la marche en avant.

Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.

Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

### **CHAPITRE 2.2 - AIRES DE RÉCEPTION – STOCKAGE**

#### **Article 2.2.1 - Aires de réception**

Les aires de réception et les installations de stockages des « sous-produits d'origine animale » doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement.

Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des « sous-produits d'origine animale » ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 2.2.2 - Locaux de stockage**

Les locaux de stockage des « sous-produits d'origine animale » doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.

Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des « sous-produits d'origine animale » et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.

Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.

Les molécules odorantes des bâtiments de stockage des « sous-produits d'origine animale » avant traitement sur place à une température supérieure à + 7° C doivent être captées et traitées à l'aide de dispositifs adaptés et efficaces, par exemple par une mise en dépression suivie d'un traitement.

En aucun cas les véhicules de transport des « sous-produits d'origine animale » ne doivent stationner en dehors de l'enceinte de l'usine.

### **Article 2.2.3 - Délais de stockage**

Le stockage avant traitement ne doit pas dépasser 24 heures si les « sous-produits d'origine animale » sont entreposés à température ambiante.

Ce délai peut être allongé si la totalité des « sous-produits d'origine animale » est maintenue à une température inférieure à + 7 °C. Dans ce cas, le traitement doit démarrer immédiatement après la sortie de l'enceinte maintenue à cette température.

La capacité de ces locaux doit être compatible avec le délai de traitement et permettre de faire face aux arrêts inopinés.

### **Article 2.2.4 - Entretien des locaux de stockage et des véhicules de transport**

Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. La fréquence de nettoyage est quotidienne pour les locaux de travail (broyage...).

L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les « sous-produits » animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés.

Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des « sous-produits » animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur).

Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées en cas de crise sanitaire.

La collecte et le transport des « sous-produits d'origine animale » doivent être effectués dans des bennes ou des conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

### **Article 2.2.5 - Sous-produits traités et déchets**

Les protéines animales transformées (PAT) doivent être stockées dans des enceintes couvertes et fermées. Le sol doit être plat et imperméable. La toiture, la structure porteuse et le sol sont incombustibles. Les parois et la toiture doivent être maintenues étanches à l'eau de manière à ne pas humidifier le stock de PAT.

Toutes dispositions sont prises pour empêcher le contact des PAT avec les eaux, notamment les eaux de pluie et de ruissellement.

À l'intérieur de l'enceinte, les circulations d'air ne doivent pas provoquer l'envol de particules de PAT. En cas de stockage en tas, le haut du stock est arasé afin d'éviter le tirage thermique observé dans des stockages de forme conique. La hauteur du tas ne dépasse pas 7 mètres. La forme et les pentes du tas doivent limiter les risques de glissement des PAT. Le stockage est aménagé de manière à permettre le déstockage et les interventions liées à la gestion du stock.

Le taux d'humidité des PAT doit être maintenu le plus bas possible (< 15 %). Les PAT ayant un taux d'humidité notablement différent doivent être stockées séparément, pour éviter les risques d'échauffement.

Une aire est réservée, si nécessaire, pour le refroidissement éventuel des PAT.

Les opérations de chargement des PAT se font dans un espace confiné pour limiter les envols de particules.



## **CHAPITRE 2.3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

### **Article 2.3.1 - Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **Article 2.3.2 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications et actions à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **Article 2.3.3 - Réserve de produits ou matières consommables**

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ou adsorbants.

## **CHAPITRE 2.4 - RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions à court terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes, les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

## TITRE 3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

### CHAPITRE 3.1 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

#### Article 3.1.1 - Conduits et installations raccordées

Le site est équipé de deux chaudières mixtes pouvant fonctionner au gaz de ville ou au propane. Ces chaudières servent à fabriquer la vapeur d'eau du site, vapeur qui est ensuite utilisée dans le processus de fabrication des PAT.

Conduit	Installations raccordées	Puissance (kW)	Combustible	Autres caractéristiques
Cheminée A	Chaudière 1	9 474	Gaz naturel ou propane	Babcock Wanson BWR 150A
Cheminée B	Chaudière 2	9 973	Gaz naturel ou propane	Babcock Wanson TA500

#### Article 3.1.2 - Conditions générales de rejet

Conduit	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)
Cheminée A	22	0,8	12 685	5
Cheminée B	22	0,8	12 685	5

#### Article 3.1.3 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	
	Gaz naturel	Propane
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100	150
CO	100	100
SO <sub>2</sub>	-	5

#### Article 3.1.4 - Surveillance des rejets atmosphériques canalisés

L'exploitant assure une surveillance des rejets canalisés dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence d'autosurveillance	Fréquence de transmission
Débit	1/an	1/an
O <sub>2</sub>	1/an	1/an
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	1/an	1/an
CO	1/an	1/an
SO <sub>2</sub>	1/an	1/an

L'exploitant fait procéder aux mesures par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC), dans des conditions de fonctionnement des installations continues et stables.

## **CHAPITRE 3.2 - INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES ÉMISSIONS ODORANTES**

L'usine est équipée d'extracteurs d'air, captant au plus près des sources d'émission les buées et gaz odorants, et raccordés à un dispositif de désodorisation fonctionnant en continu. Le dispositif est composé de deux lignes de traitement de l'air parallèles constituées chacune d'un laveur chimique de l'air, d'un biofiltre et d'une cheminée d'évacuation. Ce dispositif traite également l'air du local de traitement et de stockage des boues de la station d'épuration.

L'air du bassin tampon couvert et du local du flotateur de la station d'épuration est collecté et canalisé pour être traité par deux étages de charbon actif avant rejet à l'atmosphère.

Les événements des cuves à graisses sont également équipés d'une unité de traitement de l'air sur charbon actif.

### **Article 3.2.1 - Conduits, installations raccordées, conditions générales de rejet**

Conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)
Cheminée n°1	Ligne de désodorisation n°1, traitant l'air issu des ateliers de production, et du local de traitement et de stockage des boues de STEP	22	1,6	90 000
Cheminée n°2	Ligne de désodorisation n°2, traitant l'air issu des ateliers de production	22	1,6	90 000

### **Article 3.2.2 - Valeur limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Cheminée n°1	Cheminée n°2	Filtre à charbon STEP	Filtre à charbon cuves à graisse
Débit d'odeur (uoE/m³)	1 500		1 100	
NH <sub>3</sub> (mg/m³)	1			
H <sub>2</sub> S (mg/m³)	0,5			
COVnm (mg/m³)	40			
Mercaptans (mg/m³)	0,15			
Amines (mg/m³)	0,15			

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère est mesuré selon la norme NF EN 13725  
Les COV non méthaniques sont exprimés en C, les mercaptans en S, les amines en N.

### **Article 3.2.3 - Surveillance des rejets atmosphériques**

L'exploitant assure une surveillance des rejets canalisés dans les conditions minimales suivantes :

Paramètre	Fréquence d'autosurveillance	Fréquence de transmission
Débit d'odeur	1/an	1/an
NH <sub>3</sub>	1/an	1/an
H <sub>2</sub> S	1/an	1/an
COVnm	1/an	1/an
Amines	1/an	1/an
Mercaptans	1/an	1/an



L'exploitant fait procéder aux mesures par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC), dans des conditions de fonctionnement des installations continues et stables.

Par ailleurs, pour chaque source diffuse identifiée comme ayant un impact dans l'étude de dispersion de référence<sup>1</sup>, une mesure annuelle est réalisée. La périodicité est d'une fois tous les trois ans si une mesure représentative et permanente de la concentration et du débit d'odeurs est réalisée notamment à l'aide de nez électroniques.

La validité de la technique de nez électronique nécessite que le nez électronique ait fait l'objet d'une étude spécifique réalisée sur le site. Les conditions opératoires de la mesure, telles que le calage de la mesure à des mesures olfactométriques ainsi que sa stabilité, doivent être justifiées par l'exploitant.

---

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **Article 4.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

La consommation d'eau, autre que celle liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours n'excède pas les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal (m <sup>3</sup> )		
		Annuel	Journalier	Horaire
Réseau public	Commune de Vaiges	50 000 m <sup>3</sup>	300	20

Les volumes d'eau destinés à l'exploitation sont conditionnés à la disponibilité et à la pérennité de la ressource susceptible d'être fournie par le réseau public, après répartition entre ses différents usages, sans que le présent arrêté garantisse à l'exploitant la fourniture de volumes déterminés d'eau.

Une réserve d'eau industrielle de 350 m<sup>3</sup> est présente sur la station d'épuration pour permettre la réutilisation d'eau usée traitée pour certaines utilisations :

- de la station de traitement des eaux usées (préparation polymère- nettoyage- Lavage des presses à vis),
- du traitement d'air,
  - 2 premières cellules des laveurs chimiques,
  - Pompes à vide,
  - Laveur de buées.

### **CHAPITRE 4.2 - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET**

#### **Article 4.2.1 - Points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales non souillées,
- eaux usées sanitaires (eaux vannes),
- eaux usées industrielles,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

---

<sup>1</sup> L'étude de dispersion de référence est la dernière étude de dispersion qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Point de rejet	Coordonnées Lambert 93 (km)	Nature des effluents	Exutoire du rejet
Bassin d'orage	X : 438,9 Y : 6 778,1	Eaux pluviales	Réseau pluvial communal
Assainissement communal	-	Eaux vannes	Réseau d'assainissement collectif vers la lagune de la zone d'activité
Vaige	X : 441 Y : 6 778,2	Eaux usées traitées par la station d'épuration	Canalisation d'amenée et point de rejet à la Vaige (code SANDRE M06-0310) aménagés conformément au dossier de demande d'autorisation
Lagune	-	Eaux usées traitées par la station d'épuration	Epandage sur parcelles agricoles (« fertirrigation »)

#### Article 4.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

La vidange de la lagune de stockage des eaux usées traitées devra utiliser la canalisation et l'exutoire de la Vaige, l'exutoire sur la Rotrie devant rester exceptionnel (surverse ou risque lié à la sécurité de l'ouvrage). L'ouvrage de vannage prévu à cet effet devra être sécurisé.

### **CHAPITRE 4.3 - LIMITATION DES REJETS**

Les valeurs limite fixées ci-après s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvement instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

#### Article 4.3.1 - Conditions de rejets à la Vaige

Le rejet dans la Vaige est autorisé à la stricte condition que le débit du milieu récepteur soit supérieur à 130 l/s. Un dispositif de suivi du débit de la Vaige en temps réel est donc mis en place et maintenu par l'exploitant.

Tout rejet à la Vaige doit faire l'objet d'une mesure et d'un enregistrement du volume d'eau rejeté.

Les eaux usées traitées rejetées à la Vaige doivent respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Fréquence de contrôle
Volume	1 552	470 m <sup>3</sup> /j – 25 m <sup>3</sup> /h		1/jour
pH	1 302	5,5 – 8,5		1/jour
Température	1 301	< 30 °C		1/jour
DCO	1 314	90	42,3	1/jour

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Fréquence de contrôle
DBO5	1 313	30	14,1	1/semaine
MES	1 305	30	14,1	1/semaine
Ptotal	1 350	1	0,47	1/semaine
NGL	1 551	25	11,75	1/semaine
NO <sub>2</sub> <sup>-</sup>	1 339	5	2,35	1/semaine
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	1 335	10	4,7	1/semaine
AOX	1 106	0,3	0,141	1/an
Cuivre	1 392	0,2	0,094	1/an
Zinc	1 383	0,5	0,235	1/an

En outre, un suivi du milieu récepteur (la Vaige) est réalisé une fois par semestre, durant la période de rejet, sur les paramètres physico-chimiques et l'IBGN en chacun des trois points définis ci-dessous :

- 150 m en amont du rejet,
- à 150 m en aval du rejet,
- à 1 km en aval du rejet.

#### Article 4.3.2 - Condition de rejet dans la réserve d'eau d'irrigation

Les eaux usées traitées rejetées dans la lagune pour y être stockées en vue d'un épandage sur les parcelles agricoles (« fertirrigation ») doivent respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)	Fréquence de contrôle
Volume	1 552	470 m <sup>3</sup> /j		1/jour
pH	1 302	5,5 – 8,5		1/jour
DCO	1 314	90	42,3	1/jour
DBO5	1 313	30	14,1	1/semaine
MES	1 305	30	14,1	1/semaine
Ptotal	1 350	4	1,88	1/semaine
NGL	1 551	60	28,2	1/semaine
AOX	1 106	0,3	0,141	1/an
Cuivre	1 392	0,2	0,094	1/an
Zinc	1 383	0,5	0,235	1/an

#### Article 4.3.3 - Conditions de rejets des eaux pluviales non souillées

Les eaux pluviales non souillées transitent par un bassin d'orage et de régulation, d'un volume de 1 900 m<sup>3</sup> et muni d'un débit de fuite de 52 l/s, avant rejet au réseau pluvial communal.



Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	1 305	30
DCO	1 314	125
Hydrocarbures totaux	7 009	10
pH	1 302	5,5 – 8,5

#### Article 4.3.4 - Réduction des substances dangereuses dans l'eau

Les rejets de substances dangereuses dans l'eau doivent respecter les valeurs limites fixées par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Une nouvelle campagne de surveillance initiale sera réalisée par l'exploitant sur les paramètres Zinc, Nickel et Arsenic durant une année entière. Cette campagne permettra à l'exploitant de confirmer si pour ces substances une surveillance et/ou réduction devra être mise en œuvre.

À l'issue de cette campagne, et dans un délai de 16 mois après la notification du présent arrêté d'autorisation, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées son positionnement argumenté concernant son programme d'autosurveillance pour l'ensemble des substances listées dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	N°CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome et ses composés	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j
SEH	-	7464	300 mg/l	
Trichlorométhane	-	1135	100 µg/l	Flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres	21159	1084	0,1 mg/l	
Manganèse et composés	7439-96-5	1394	1 mg/l	
Fer, aluminium et composés	-	7714	5 mg/l	
Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l	
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables <sup>(1)</sup>	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	
Cadmium et ses composés <sup>(*)</sup>	7440-43-9	1388	25 µg/l	
Fluoranthène	206-44-0	1191	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j
Nonylphénols <sup>(*)</sup>	84-852-15-3	1958	25 µg/l	
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j

Paramètres	N°CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Dioxines et composés de dioxines (*) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l	
Di(2-ethylhexyl)phthalate (DEHP)(*)	117-81-7	6616	25 µg/l	
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (*) (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	
Quinoxylène (*)	124495-18-7	2028	25 µg/l	
Aclonifère	74070-46-5	1688	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
Hexabromocyclododécane(*) (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	
Heptachlore(*) et époxyde d'heptachlore(*)	76-44-8 1024-57-3	7706	25 µg/l	
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	25 µg/l	Si le rejet dépasse 0,5 g/j

(1) cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle. Les substances dangereuses marquées d'une (\*) dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

#### **CHAPITRE 4.4 - PRESCRIPTIONS EN CAS DE SÉCHERESSE**

En cas d'activation, sur le bassin versant Sarthe Aval, d'un niveau de gestion prévu par l'arrêté cadre sécheresse départemental applicable, l'exploitant prend les mesures de restriction d'usage pour réduire ses prélèvements journaliers et ses consommations aux strictes nécessités des processus industriels et des impératifs sanitaires.

Outre les dispositions de limitation de ses consommations en eau mises en place tout au long de l'année, lorsqu'en application de l'arrêté cadre sécheresse départemental un arrêté préfectoral limite provisoirement certains usages de l'eau dans le bassin versant Sarthe Aval, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes, selon le seuil atteint :

##### **Vigilance :**

- communication vis-à-vis du personnel,
- limitation des arrosages d'espaces verts,
- limitation des lavages à l'eau au profit d'un premier raclage à sec.

##### **Alerte :** en plus des mesures ci-dessus :

- arrosage des espaces verts interdit de 8 h à 20 h,
- interdiction de nettoyage des voiries sauf pour motifs d'ordre sanitaire,
- tout usage de l'eau non strictement nécessaire aux process de production est interdit de 8 h à 20 h,
- les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau sont reportées, sauf impératif sanitaire ou de sécurité publique,
- le nettoyage des véhicules est interdit de 8 h à 20 h,
- le lavage des camions est limité au minimum obligatoire d'un point de vue sanitaire, en supprimant le lavage extérieur autant que possible,
- les besoins en eau de la station d'épuration sont assurés par la réutilisation de l'eau en sortie de station,
- Le recyclage de l'eau est favorisé autant que possible

Alerte renforcé : en plus des mesures ci-dessus :

- tout usage de l'eau non strictement nécessaire aux process de production est interdit,
- le nettoyage des véhicules est interdit sauf minimum obligatoire d'un point de vue sanitaire en limitant à ce qui est strictement nécessaire.

Crise : en plus des dispositions ci-dessus, l'exploitant étudie la possibilité de réduire sa consommation d'eau, y compris par une réduction de son activité. Il transmet des propositions en ce sens au préfet.

## **CHAPITRE 4.5 - ÉPANDAGE – FERTIRRIGATION**

### **Article 4.5.1 - Zone d'épandage autorisée**

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des eaux usées traitées par sa station d'épuration sur un périmètre d'épandage de 923,42 ha, dont 764,65 ha reconnus aptes à l'épandage après étude agro-pédologique, mis à disposition par sept prêteurs de terre, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies dans l'étude du périmètre d'épandage (plan d'épandage) annexée au dossier de demande d'autorisation et régulièrement tenu à jour.

La liste des parcelles mises à dispositions et la carte du périmètre d'épandage sont jointes en **annexes 1 et 2** du présent arrêté.

### **Article 4.5.2 - Caractéristiques des effluents à épandre**

Les eaux usées traitées épandues sur les parcelles agricoles (« fertirrigation ») doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Le pH est compris entre 6,5 et 8,5.

La teneur en éléments-traces métalliques respecte les limites ci-dessous :

Elément-trace métallique	Valeur limite (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )	
		Cas général	Pâturages ou sol de pH<6
Cadmium	10	0,015	0,015
Chrome	1 000	1,5	1,2
Cuivre	1 000	1,5	1,2
Mercure	10	0,015	0,012
Nickel	200	0,3	0,3
Plomb	800	1,5	0,9
Zinc	3 000	4,5	3
chrome+cuivre+nickel+zinc	4 000	6	4
Sélénium	-	-	0,12*

\* pour les pâturages uniquement



La teneur en composés-traces organiques respecte les limites ci-dessous :

Composé-trace organique	Valeur limite (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )	
	Cas général	Pâturages	Cas général	Pâturages
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

#### Article 4.5.3 - Programme prévisionnel annuel

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début de la campagne d'épandage.

Ce programme comprend au moins :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ;
- la caractérisation des eaux usées traitées à épandre (valeur agronomique, éléments et composés traces, microbiologie)
- les préconisations spécifiques d'apport (calendrier et doses d'épandage ...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.

#### Article 4.5.4 - Quantités maximales annuelles à épandre

Les quantités d'eaux usées traitées épandues respectent les doses d'apports prévues dans l'étude du périmètre d'épandage (plan d'épandage). Les doses d'apport par hectare et le nombre de passages sont déterminés en fonction des cultures en place, des autres apports (organiques et minéraux) et de l'aptitude des parcelles. Un volume maximum acceptable est fixé pour chaque exploitation agricole et permet d'assurer l'équilibre de la fertilisation et le respect des seuils réglementaires.

#### Article 4.5.5 - Suivi annuel

L'exploitant réalise le suivi agronomique des opérations d'épandage, tel qu'il est prévu dans l'étude du périmètre d'épandage annexé au dossier de demande d'autorisation. Ce suivi comprend notamment :

- le suivi analytique des eaux épurées à épandre (valeur agronomique, éléments et composés traces, microbiologie) avant et au cours de la campagne d'épandage ;
- le suivi agronomique des sols (teneur en éléments et composés traces, paramètres agronomiques, reliquat d'azote en sortie d'hiver).

Un rapport annuel est adressé au préfet et aux agriculteurs concernés. Il comprend :

- les quantités d'eaux épurées produites dans l'année n-1 ;
- les méthodes de traitement des eaux épurées ;
- le bilan des épandages de la campagne n-1 (références des parcelles réceptrices, surfaces, cultures, quantités épandues...) ;
- les résultats et interprétations des analyses des eaux épurées et des sols ;

- l'identification des personnes physiques et morales chargées des épandages et des analyses ;
- des recommandations agronomiques de pratiques pour l'épandage de la campagne n+1.

---

## **TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

---

### **CHAPITRE 5.1 - ODEURS**

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre 3.2.

L'exploitant recueille les signalements de nuisances olfactives, et recherche immédiatement l'origine des odeurs et ses causes pour les faire cesser au plus vite.

En cas de plainte pour gêne olfactive, le préfet peut imposer à l'exploitant des mesures complémentaires à celles prévues au chapitre 3.2, notamment une mise à jour de l'étude de dispersion prévue à l'article 5.1.3.

#### **Article 5.1.1 - Gaz odorants froids**

La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :

- en réduisant la durée de stockage avant traitement,
- en assurant la fermeture des bâtiments de réception, de stockage des sous-produits d'origine animale,
- en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des broyeurs, des vis de transfert par la mise en place de hottes ou de capots,
- en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux.

Tous les gaz odorants froids provenant des matières premières des installations de réceptions et de broyage sont collectés et dirigés vers une installation de traitement.

#### **Article 5.1.2 - Gaz odorants chauds**

Tous les gaz de cuisson et les gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission et en particulier :

- postes de chargement et de déchargement des équipements assurant le traitement par cuisson, déshydratation, hydrolyseurs...,
- exhaure des pompes à vide,
- égouttage,
- capacité tampons entre deux postes de travail,
- vis de transfert,
- installations de broyage, pressage, tamisage,
- sécheurs.

Les effluents gazeux ainsi collectés sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de pré-traitement et de traitement.

#### **Article 5.1.3 - Étude de dispersion – normes à respecter**

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini comme le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population conformément à la norme NF EN 13725.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m<sup>3</sup>/h, par le facteur de dilution au seuil de perception (ou niveau d'odeur) exprimé en nombre d'unités d'odeur par m<sup>3</sup>.



À partir des rejets de chacune des sources (canalisées et diffuses) exprimés en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques ( $T = 20\text{ °C}$  et  $P = 101,2\text{ kPa}$ , en conditions humides), l'exploitant s'assure, sur la base d'une étude de dispersion, que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 kilomètres par rapport aux limites de propriété de l'installation ne dépasse pas  $5\text{ uoE/m}^3$  (unités d'odeur européennes par mètre cube) plus de 175 heures par an (soit une fréquence de 2 %). Cette fréquence de dépassement prend en compte les éventuelles durées d'indisponibilité des installations de traitement des composés odorants.

L'étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi avec l'inspecteur des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.

La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.

#### **Article 5.1.4 - Accompagnement psychologique**

Un dispositif d'accompagnement psychologique est mis en place par l'exploitant, à ses frais. Assuré par des professionnels indépendants, désignés par lui après avis de l'inspecteur des installations classées, il est ouvert aux riverains ayant effectué des signalements de nuisances olfactives.

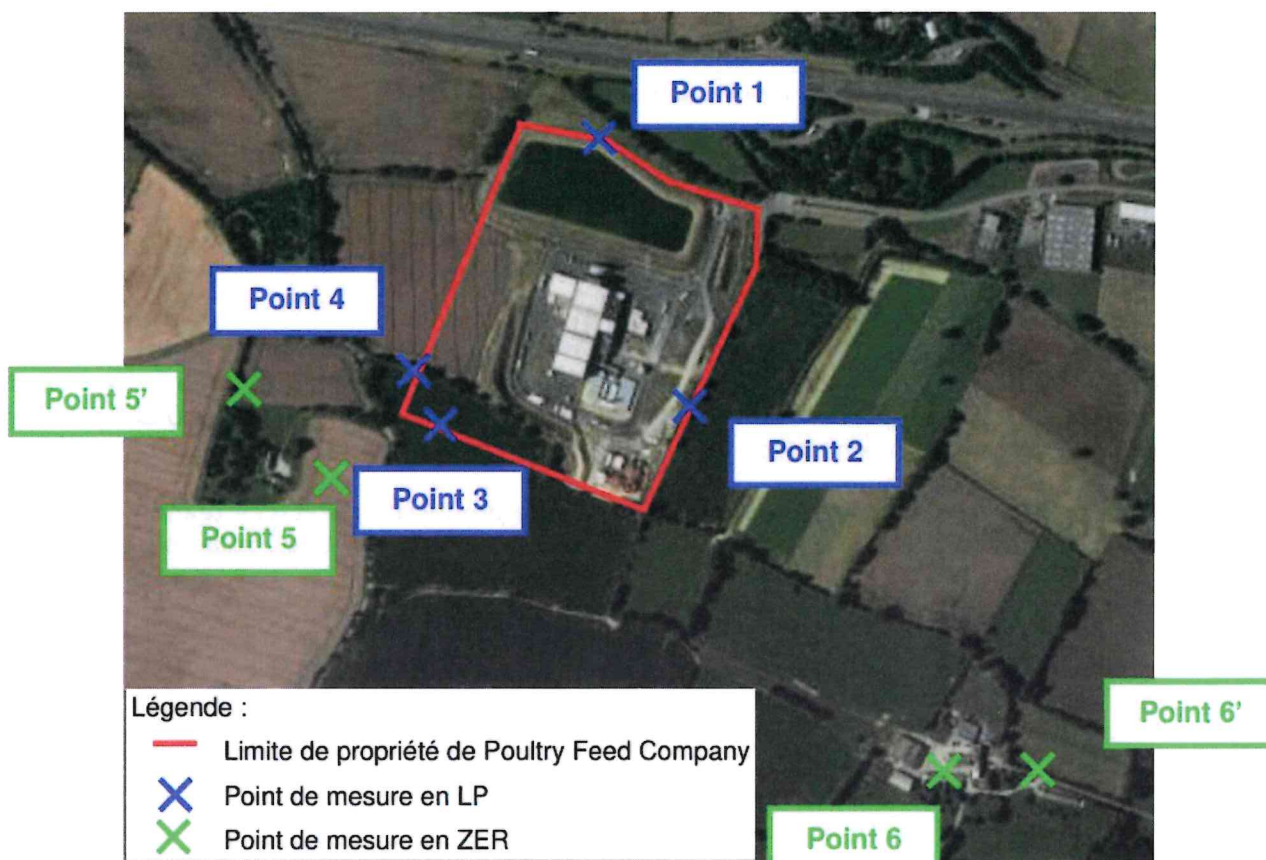
Les modalités de fonctionnement du dispositif sont déterminées conjointement par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, et pourront être adaptées sur les recommandations des professionnels en charge de l'accompagnement.

Un bilan annuel sera effectué par les professionnels en charge de l'accompagnement, et sera transmis à l'exploitant qui l'intégrera au bilan annuel prévu à l'article 8.1.2.

Le préfet mettra fin au dispositif d'accompagnement, sur demande de l'exploitant, après que l'inspecteur des installations classées ait constaté qu'il ne s'avère plus nécessaire (lorsque les problématiques de nuisances olfactives seront résolues).

### **CHAPITRE 5.2 - BRUITS ET VIBRATIONS**

Le plan ci-dessous précise les points de mesure en limites de propriété (LP) et en zones à émergence réglementée (ZER).





### Article 5.2.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période diurne (7h-22h)	Période nocturne (22h-7h + dimanches et jours fériés)
Point n°4, limite sud-ouest	60 dB(A)	52 dB(A)
Autres points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

### Article 5.2.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est également effectuée en cas de modification des installations susceptible de générer une augmentation des émissions sonores.

### Article 5.2.3 - Vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **CHAPITRE 5.3 - ÉMISSIONS LUMINEUSES**

L'exploitant s'assure que les installations d'éclairage respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

## **CHAPITRE 5.4 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

Des dispositions sont mises en place pour créer et maintenir des écrans paysagers entre l'établissement et les bâtiments d'habitation des lieux-dits « Launay » et « La Quantinière ». Les solutions retenues à cet effet et les conditions d'entretien sont proposées et discutées avec chacun des propriétaires et riverains concernés.

Une barrière visuelle est réalisée pour rompre la continuité visuelle de la lagune, avec des plantations d'essences locales en pied de talus, présentant une discontinuité en plan et en élévation.

Ces aménagements sont maintenus et entretenus par l'exploitant.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son site, notamment en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques de type haies d'essences locales, bosquet et talus enherbés. En particulier, le corridor écologique existant au nord du site doit être maintenu.

---

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

Les installations sont conçues, aménagées et exploitées conformément aux mesures de sécurité prévues dans l'étude de dangers de référence<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> L'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques retenues dans l'étude de dangers de référence sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **CHAPITRE 7.1 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi,
- diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre, notamment :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation,
  - b) le recyclage,
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 7.2 - PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION**

L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou élimination dans des filières spécifiques.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les déchets non dangereux suivants :

Code des déchets	Nature des déchets
02 02 02	Refus de tamisage > 1 mm
02 02 04	Boues primaires et boues biologiques
02 02 03	Jus de processus de fabrication et eau de collecte
06 13 02	Charbon actif
20 03 01	Déchet industriel banal en mélange
20 01 38	Bois
15 02 02	Matériel et absorbant souillés
20 01 01	Cartons
20 01 40	Métaux ferreux
15 01 01	Cuves IBC vides souillées
16 05 04	Aérosols
13 02 05	Huile noire
15 01 10	Emballages souillés
07 01 04	Solvants non chlorés
12 01 07	Graisse de maintenance

dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties.

### **CHAPITRE 7.3 - LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE**

Les déchets de l'exploitation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant limite les quantités de déchets stockées sur le site. Il conçoit et met en œuvre une planification de la gestion et du retrait des déchets, adaptée aux quantités produites et aux modes de stockage.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 - BILANS PÉRIODIQUES**

#### **Article 8.1.1 - Bilan environnemental annuel**

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, le bilan annuel prévu par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. La déclaration sur l'application de collecte des données « GEREP » fait office de transmission au préfet.

#### **Article 8.1.2 - Rapport annuel**

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport d'activité comportant une synthèse des mesures d'autosurveillance, rapports et suivis prévus dans le présent arrêté, ainsi que, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations au cours de l'année écoulée.

Ce rapport est également adressé au comité de suivi prévu à l'article 8.2.1.

### **CHAPITRE 8.2 - COMMUNICATION**

#### **Article 8.2.1 - Comité de suivi**

Un comité de suivi de l'exploitation du site est mis en place et organisé par l'exploitant. Il y convie :

- les représentants des services de l'État, qui en assument l'animation ;
- les élus locaux ou leurs représentants ;
- une association locale de protection de l'environnement ;
- les exploitants agricoles du plan d'épandage ;
- les riverains.

Ce comité se réunit au moins une fois par an.

L'exploitant y présente une synthèse du rapport annuel d'activité mentionné à l'article 8.1.2

#### **Article 8.2.2 - Comité de réflexion**

Un comité de réflexion, composé des représentants de la société PFC, de riverains de l'usine et d'une association locale de protection de l'environnement, est mis en place par l'exploitant qui en assure l'animation. L'inspecteur des installations classées y est également convié.

Ce comité de réflexion se réunit au moins une fois par trimestre à l'effet d'évoquer :

- les évolutions envisagées ou qui pourraient être mises en œuvre ;
- les résultats des études menées et les opérations en cours et à venir.

Une première réunion se tiendra dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.



Les modalités de fonctionnement du comité de réflexion pourront être adaptées en fonction de l'évolution des conditions d'exploitation des installations autorisées par le présent arrêté. En particulier, la fréquence de réunion pourra être revue à la baisse, en accord avec l'inspecteur des installations classées, lorsque les problématiques de nuisances olfactives seront résolues.

---

## **TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES**

---

### **CHAPITRE 9.1 - LIMITATION DE L'ACTIVITÉ DE LA LIGNE SANG**

L'activité de la ligne sang de l'usine est limitée au traitement d'une quantité maximale de 60 tonnes de matières premières par jour de production.

L'augmentation de l'activité de la ligne sang au-delà de cette limite fait l'objet d'une décision préfectorale préalable. Elle est soumise à la démonstration, par l'exploitant, sur la base de mesures, que les normes et valeurs limites de concentration prévues au chapitre 3.2 sont durablement respectées.

Une nouvelle campagne de surveillance sera alors réalisée par l'exploitant sur les paramètres Zinc, Nickel et Arsenic, durant une année entière, pour confirmer le programme d'autosurveillance prévu à l'article 4.3.4 pour ces substances.

### **CHAPITRE 9.2 - ABROGATION DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté abroge les arrêtés préfectoraux édictés n° BPEF-2024-0084 et n° BPEF-2024-0085 du 18 avril 2024 relatifs, respectivement, à la mise en demeure et aux mesures conservatoires à l'encontre de la société Poultry Feed Company, exploitant une usine de traitement de co-produits de volailles, parc d'activités Coëvrons Ouest à Vaiges.

### **CHAPITRE 9.3 - CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1°) d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2°) d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3°) d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **CHAPITRE 9.4 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de Vaiges et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vaiges pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

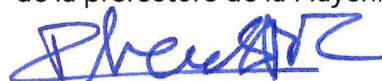
Une copie de cet arrêté est adressée à chaque conseil municipal, à savoir : La Bazouge-de-Chémeré, Blandouet-Saint-Jean, La Chapelle-Rainsouin, Saint-Georges-le-Fléchard, Saint-Léger, Saulges et Soulgé-sur-Ouette et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-18 du code de l'environnement, ainsi qu'aux chefs de service concernés.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Mayenne pendant quatre mois : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Autorisation>.

#### **CHAPITRE 9.5 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, le maire de Vaiges, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations', l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de Vaige et à la société Poultry Feed Company (PFC).

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Ronan Léaustic', with a stylized flourish at the end.

Ronan LÉAUSTIC

**Voies et délais de recours page suivante**

### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

#### Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.



## Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	4
Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations.....	4
Article 1.1.3 - Autorisations embarquées.....	5
Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	5
Chapitre 1.2 - Nature des installations.....	5
Article 1.2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.2.2 - Réglementation IED.....	6
Article 1.2.3 - Classement IOTA.....	6
Article 1.2.4 - Consistance des installations.....	7
Chapitre 1.3 - Conformité au dossier d'autorisation.....	7
Chapitre 1.4 - cessations d'activité et remise en état.....	7
Chapitre 1.5 - Implantation.....	8
Chapitre 1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
Titre 2 - Règles d'aménagement, d'exploitation et d'entretien.....	9
Chapitre 2.1 - Accès aux installations.....	9
Article 2.1.1 - Clôture du site.....	9
Article 2.1.2 - Circulation sur le site.....	9
Chapitre 2.2 - Aires de réception – stockage.....	9
Article 2.2.1 - Aires de réception.....	9
Article 2.2.2 - Locaux de stockage.....	9
Article 2.2.3 - Délais de stockage.....	10
Article 2.2.4 - Entretien des locaux de stockage et des véhicules de transport.....	10
Article 2.2.5 - Sous-produits traités et déchets.....	10
Chapitre 2.3 - Exploitation des installations.....	11
Article 2.3.1 - Objectifs généraux.....	11
Article 2.3.2 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	11
Article 2.3.3 - Réserve de produits ou matières consommables.....	11
Chapitre 2.4 - Rapport d'incident ou d'accident.....	11
Titre 3 - Protection de la qualité de l'air.....	12
Chapitre 3.1 - Installations de combustion.....	12
Article 3.1.1 - Conduits et installations raccordées.....	12
Article 3.1.2 - Conditions générales de rejet.....	12
Article 3.1.3 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés.....	12
Article 3.1.4 - Surveillance des rejets atmosphériques canalisés.....	12
Chapitre 3.2 - Installations de traitement des émissions odorantes.....	13
Article 3.2.1 - Conduits, installations raccordées, conditions générales de rejet.....	13
Article 3.2.2 - Valeur limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	13
Article 3.2.3 - Surveillance des rejets atmosphériques.....	13
Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	14
Chapitre 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	14

Article 4.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	14
Chapitre 4.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	14
Article 4.2.1 - Points de rejet.....	14
Article 4.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	15
Chapitre 4.3 - Limitation des rejets.....	15
Article 4.3.1 - Conditions de rejets à la Vaige.....	15
Article 4.3.2 - Condition de rejet dans la réserve d'eau d'irrigation.....	16
Article 4.3.3 - Conditions de rejets des eaux pluviales non souillées.....	16
Article 4.3.4 - Réduction des substances dangereuses dans l'eau.....	17
Chapitre 4.4 - Prescriptions en cas de sécheresse.....	18
Chapitre 4.5 - Épandage – fertirrigation.....	19
Article 4.5.1 - Zone d'épandage autorisée.....	19
Article 4.5.2 - Caractéristiques des effluents à épandre.....	19
Article 4.5.3 - Programme prévisionnel annuel.....	20
Article 4.5.4 - Quantités maximales annuelles à épandre.....	20
Article 4.5.5 - Suivi annuel.....	20
Titre 5 - Protection du cadre de vie.....	21
Chapitre 5.1 - odeurs.....	21
Article 5.1.1 - Gaz odorants froids.....	21
Article 5.1.2 - Gaz odorants chauds.....	21
Article 5.1.3 - Étude de dispersion – normes à respecter.....	21
Article 5.1.4 - Accompagnement psychologique.....	22
Chapitre 5.2 - Bruits et vibrations.....	22
Article 5.2.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	23
Article 5.2.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores.....	23
Article 5.2.3 - Vibrations.....	23
Chapitre 5.3 - émissions lumineuses.....	23
Chapitre 5.4 - Intégration dans le paysage.....	23
Titre 6 - Prévention des risques technologiques.....	23
Titre 7 - Prévention et gestion des déchets.....	24
Chapitre 7.1 - Prévention et gestion des déchets.....	24
Chapitre 7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	24
Chapitre 7.3 - Limitation du stockage sur site.....	25
Titre 8 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	25
Chapitre 8.1 - Bilans périodiques.....	25
Article 8.1.1 - Bilan environnemental annuel.....	25
Article 8.1.2 - Rapport annuel.....	25
Chapitre 8.2 - Communication.....	25
Article 8.2.1 - Comité de suivi.....	25
Article 8.2.2 - Comité de réflexion.....	25
Titre 9 - Dispositions finales.....	26
Chapitre 9.1 - Limitation de l'activité de la ligne sang.....	26
Chapitre 9.2 - Abrogation des actes antérieurs.....	26
Chapitre 9.3 - Caducité.....	26
Chapitre 9.4 - Publicité.....	26
Chapitre 9.5 - Exécution.....	27

## **ANNEXES**

**ANNEXE 1 - PLAN D'ÉPANDAGE – LISTE DES PARCELLES MISES À DISPOSITION**

**ANNEXE 2 - PLAN D'ÉPANDAGE – CARTE DU PÉRIMÈTRE D'ÉPANDAGE**

**ANNEXE 3 - PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS**



